



13 questions aux candidats à l'élection présidentielle de 2017

1 - Au cours du quinquennat, quelle politique salariale appliquerez-vous aux fonctionnaires, alors que ceux-ci ont vu leurs traitements bloqués entre 2010 et 2016, perdant ainsi près de 8% de pouvoir d'achat ?

2 - Entendez-vous remettre en cause le régime des pensions de retraite des fonctionnaires et leur mode de calcul ?

3 - Au-delà de l'instauration de la RAFP¹, êtes-vous favorable à une prise en compte de l'intégralité de la rémunération des fonctionnaires, incluant leur traitement indiciaire et leur régime indemnitaire, dans la base de calcul de leur pension ?

4 - Au-delà, envisagez-vous une réforme fiscale globale confortant le principe de la progressivité de l'impôt allant vers une plus grande justice fiscale ?

5 - Considérez-vous que le Prélèvement à la Source (P.A.S.) est une réponse appropriée qui confortera le civisme fiscal, le consentement à l'impôt et qui préservera les recettes fiscales de l'Etat ?

6 - La Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) est-elle, selon vous, une administration régaliennne dont les missions sont au cœur du fonctionnement de la République ?

7 - Considérez-vous comme pertinent que la DGFIP supporte, en 2017, 60 % des suppressions d'emplois de la Fonction publique d'Etat alors qu'elle ne représente que 5% des effectifs ?

8 - Alors que les conditions de travail des agents de la DGFIP se dégradent constamment, créez-vous les emplois nécessaires au bon exercice des missions du service public fiscal et financier ?

9 - L'administration numérique, telle qu'elle est mise en place à la DGFIP, apporte-t-elle la bonne réponse à la disparition des implantations administratives ?

10 - Concernant l'organisation territoriale de la DGFIP, garantisiez-vous le maintien d'un véritable réseau de proximité des Centres de Finances Publiques, notamment dans le monde rural et péri-urbain ?

11 - Compte tenu de leurs responsabilités particulières, le rôle des comptables des Finances publiques doit-il être conforté ?

12 - La création de la DGFIP est-elle l'aboutissement de la réforme des services financiers et fiscaux de l'Etat, compte tenu du bilan que vous tirez de ses 9 années d'existences ?

13 - Envisagez-vous le maintien de l'intégralité des missions actuelles de la DGFIP, voire leur extension à tous les domaines financiers et fiscaux de l'État ?

¹ Retraite Additionnelle de la Fonction Publique